



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Session annuelle
Rome, 21-25 juin 2021

Distribution: générale

Point 10 de l'ordre du jour

Date: 11 juin 2021

WFP/EB.A/2021/10-B*

Original: anglais

Questions d'administration et de gestion

* *Nouvelle parution pour raisons techniques
le 18 juin 2021*

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>)

Nomination de l'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle

Projet de décision*

Conformément à la recommandation du Directeur exécutif, le Conseil approuve la nomination de Mme Fabienne Lambert (France) au poste d'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle pour un mandat de quatre ans allant de juillet 2021 à juin 2025.

Contexte

1. Aux termes de la Charte du Bureau de l'Inspecteur général, "Le mandat de l'Inspecteur général est d'une durée de quatre ans, renouvelable une seule fois, sans possibilité de recrutement ultérieur par le PAM à la fin du dernier mandat. Le Directeur exécutif prend toutes les décisions concernant la nomination de l'Inspecteur général, le renouvellement ou le non-renouvellement de son contrat ou sa révocation, sur avis du Comité d'audit et avec le consentement préalable du Conseil d'administration."
2. Un avis de vacance de poste (voir l'annexe I) a été publié le 5 février 2021 et affiché sur l'intranet et le site Web du PAM, conformément aux procédures de recrutement habituelles. Il a également été transmis aux représentants permanents, à qui il a été demandé de le diffuser auprès des candidats potentiels de leur pays. Simultanément, cet avis a été publié et diffusé par les voies appropriées.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateur responsable:

M. A. Abdulla
Directeur exécutif adjoint
Courriel: amir.abdulla@wfp.org

Processus de sélection et recommandation formulée par le jury

3. La composition du jury constitué aux fins de la sélection de l'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle était la suivante:
 - **Président:** M. Amir Abdulla – Directeur exécutif adjoint
 - **Membre:** M. Gresham Barrett – Chef de cabinet
 - **Membre:** Mme Jette Michelsen – Représentante permanente adjointe du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international de développement agricole et du PAM
 - **Membre:** M. Bob Samels – Membre du Comité d'audit
 - **Membre:** Mme Eleanor Burns – Directrice de la Division de l'audit interne, Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies
 - **Secrétaire:** Mme Joyce Luma – Directrice de la Division des ressources humaines
 - **Observateur:** M. Bartolomeo Migone – Conseiller juridique et Directeur du Bureau des services juridiques

4. Sur les 216 dossiers reçus, la Division des ressources humaines a établi que 24 candidats remplissaient les conditions requises et disposaient des qualifications exigées aux termes de l'avis de vacance de poste. Après avoir analysé plus en détail les 24 candidatures retenues, le jury a arrêté une liste de 16 candidats hautement qualifiés en vue d'un examen complémentaire. Les critères suivants ont été pris en compte:
 - au moins 15 années d'expérience professionnelle avérée, à des niveaux de responsabilité croissants, notamment dans le domaine de l'audit, des enquêtes et/ou du contrôle, dont 10 années au minimum à un poste de direction d'un niveau décisionnel élevé;
 - compétence et succès confirmés en matière de gestion du changement et d'amélioration stratégique de la gouvernance et du contrôle organisationnels;
 - connaissance approfondie de l'audit et de la gestion des risques au sein d'un organisme complexe ou réglementé;
 - compétence et succès confirmés en matière d'organisation de services technologiques ou financiers, dans les domaines de la gestion ou de l'audit, et en matière de services de conseil particulièrement souhaitables;
 - expérience pertinente acquise auprès d'organisations internationales, notamment au sein du système commun des Nations Unies, ou dans le secteur privé;
 - solide connaissance des normes internationales d'audit et de comptabilité ainsi que des pratiques, techniques et principes de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne institutionnels/d'entreprise, et notamment de l'évolution des pratiques optimales;
 - solide connaissance des procédures d'enquête;
 - bonne connaissance des politiques, règles, règlements et procédures du système des Nations Unies, ainsi que de la gouvernance d'une entité intergouvernementale, souhaitable;
 - haut niveau avéré de diligence, de maturité, de responsabilité, d'intégrité et de déontologie, d'objectivité, d'impartialité et d'équité;
 - excellentes capacités de communication associées à de solides aptitudes relationnelles et à de bonnes compétences de représentation, y compris pour s'exprimer en public; aptitude à formuler des messages clés et à faire passer des messages difficiles en faisant preuve de tact et d'intégrité;
 - aptitude avérée à diriger et à gérer des équipes diverses, multiculturelles et pluridisciplinaires composées de spécialistes de différents domaines, associée à de solides compétences en matière d'encadrement inclusif, de collaboration et de développement de l'esprit d'équipe et de la motivation;

- jugement très sûr associé à une aptitude avérée à traiter de questions complexes et interdépendantes et à de solides compétences d'analyse et de résolution des problèmes pour trouver des solutions de nature à remédier aux causes profondes des difficultés;
 - vision stratégique permettant de piloter et d'orienter la réforme des activités de contrôle au PAM, capacité avérée à innover et à conceptualiser les questions complexes et à formuler des recommandations réalistes et concrètes afin de résoudre les problèmes.
5. Pour analyser les candidatures, le jury a arrêté les critères de sélection suivants:
- niveau du poste actuellement occupé par les candidats et capacités de gestion;
 - diversité de l'expérience des candidats dans les domaines pertinents;
 - envergure, champ d'activité et nature des organismes au sein desquels les candidats travaillent et ont travaillé dans le passé.
6. Compte tenu des résultats de l'examen effectué, ainsi que de considérations relatives à la parité et à la représentation géographique, le jury a retenu sept candidats pour des entretiens qui se sont déroulés du 26 avril 2021 au 12 mai 2021.
7. Se fondant sur les dossiers de candidature des postulants et leur prestation lors des entretiens, le jury a proposé au Directeur exécutif les quatre candidats les mieux notés. Après avoir fait passer un entretien aux candidats retenus, le Directeur exécutif recommande au Conseil d'administration du PAM d'approuver la nomination de Mme Fabienne Lambert (France), Directrice du Bureau des services d'audit et d'investigation du Fonds des Nations Unies pour la population, au poste d'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle du PAM.
8. Mme Lambert est une excellente candidate, qui compte 35 années d'expérience dans les secteurs public et privé, durant lesquelles elle a exercé des responsabilités de haut niveau, en matière d'audit interne, d'enquête, d'évaluation, de conseil en gestion, de contrôle et de comptabilité. La première moitié de sa carrière s'est déroulée dans le secteur privé auprès des sociétés American Standard, Leica et Booz Allen Hamilton. Mme Lambert bénéficie également d'une longue expérience au sein du système des Nations Unies, acquise en particulier auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (2003-2010), du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (2011-2012) et du Fonds des Nations Unies pour la population, en sa qualité actuelle de Directrice du Bureau des services d'audit et d'investigation (depuis 2012). Au fil des ans, elle a participé activement à de nombreuses activités interinstitutions, exerçant des responsabilités diverses au sein des organes chargés des audits internes et des enquêtes, dont deux mandats en tant que Présidente des Représentants des services d'audit interne des entités des Nations Unies. Mme Lambert est également l'un des points de contact du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies depuis 2006. La vaste expérience technique et les solides compétences en communication et analyse de Mme Lambert en font une candidate sérieuse et crédible pour diriger le Bureau des services de contrôle du PAM. Le curriculum vitae de Mme Lambert est présenté à l'annexe II.

Recommandation du Directeur exécutif

9. Compte tenu de l'avis de vacance de poste, ainsi que des considérations et de la recommandation du jury telles qu'elles sont exposées ci-dessus, le Directeur exécutif recommande au Conseil de donner son accord à la nomination de Mme Fabienne Lambert au poste d'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle au niveau D-2.

ANNEXE I**Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle (D-2)****À propos du PAM**

Le Programme alimentaire mondial, lauréat du prix Nobel de la paix 2020, est la plus grande organisation humanitaire au monde. Le PAM sauve des vies dans les situations d'urgence et mise sur l'aide alimentaire pour ouvrir la voie à la paix, à la stabilité et à la prospérité des populations qui se relèvent à la suite de conflits, de catastrophes ou d'effets du changement climatique.

Contexte organisationnel

Le Bureau de l'Inspecteur général a pour mission: de donner aux parties prenantes du PAM des assurances quant à la validité et à l'efficacité des processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle du PAM destinés à détecter et à décourager la fraude, le gaspillage et les abus, en menant à bien des activités de contrôle de manière indépendante et objective; d'effectuer des inspections et des enquêtes en cas d'allégations d'actes répréhensibles ou de manquements; et de faciliter l'adoption et l'application des meilleures pratiques du système des Nations Unies, des organismes d'aide humanitaire et du secteur privé en matière d'assurances et de contrôle.

Principales responsabilités (liste non exhaustive)

L'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle relève du Directeur exécutif, auquel il rend compte. Il exerce les fonctions de Responsable principal de l'audit et d'Inspecteur général. Le Bureau de l'Inspecteur général se compose du Bureau de l'audit interne et du Bureau des inspections et des enquêtes. Il est plus précisément chargé:

- de proposer une vision stratégique et de jouer un rôle moteur dans la définition et la réalisation des objectifs et des priorités des fonctions de contrôle;
- de fournir des assurances au Conseil d'administration et au Directeur exécutif au sujet de la gouvernance, des politiques, des risques, des ressources, des opérations et de l'obligation redditionnelle en dirigeant les activités de vérification et d'établissement de rapports concernant l'intégrité, l'efficacité et l'efficacité de la gestion, de l'administration et des opérations du PAM;
- de rendre compte au Conseil d'administration, au Comité d'audit et au Directeur exécutif, conformément aux politiques en vigueur, des constatations issues des audits internes, des inspections et des enquêtes et de faire des recommandations aux parties prenantes concernées en vue d'améliorer les processus et de renforcer la gestion à tous les niveaux du PAM;
- de tenir le Comité d'audit du PAM informé des principales constatations issues des activités de contrôle, de l'état d'avancement de l'application des recommandations formulées à l'issue des contrôles et des changements apportés au plan de travail, y compris les modifications, les restrictions du champ d'investigation ou les contraintes;
- d'informer le Conseil d'administration en lui présentant un rapport annuel sur les activités du Bureau des services de contrôle comprenant une synthèse des principales constatations des

services de contrôle, un point sur l'application des recommandations formulées à l'issue des contrôles et un bilan de l'indépendance de l'organisation des activités du Bureau des services de contrôle;

- de collaborer et de mettre en commun les pratiques optimales avec les entités de contrôle internes et externes, les homologues des structures de gouvernement des États donateurs, les organismes des Nations Unies, les organisations et les ONG internationales, s'il y a lieu.

Qualifications et expérience

Formation:

- Diplôme universitaire de niveau supérieur en administration des affaires, comptabilité, finance, économie, droit ou dans d'autres disciplines pertinentes.
- Certification professionnelle délivrée par un organisme d'audit ou de comptabilité internationalement reconnu.

Expérience:

- Au moins 15 années d'expérience professionnelle avérée, à des niveaux de responsabilité croissants, notamment dans le domaine de l'audit, des enquêtes et/ou du contrôle, dont 10 années au minimum à un poste de direction d'un niveau décisionnel élevé.
- Compétence et succès confirmés en matière de gestion du changement et d'amélioration stratégique de la gouvernance et du contrôle organisationnels.
- Connaissance approfondie de l'audit et de la gestion des risques au sein d'un organisme complexe ou réglementé.
- Compétence et succès confirmés en matière d'organisation de services technologiques ou financiers dans les domaines de la gestion ou de l'audit, et en matière de services de conseil particulièrement souhaitables.
- Une expérience pertinente acquise dans des organisations internationales, notamment au sein du système commun des Nations Unies ou du secteur privé.
- Solide connaissance des normes internationales d'audit et de comptabilité ainsi que des pratiques, techniques et principes de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne institutionnels/d'entreprise, et notamment de l'évolution des pratiques optimales.
- Solide connaissance des procédures d'enquête.
- Une bonne connaissance des politiques, règles, règlements et procédures du système des Nations Unies et de la gouvernance d'une entité intergouvernementale est souhaitable.

Connaissances linguistiques:

- Maîtrise de l'anglais.
- Niveau intermédiaire (B) dans une autre langue officielle de l'Organisation des Nations Unies: arabe, chinois, espagnol, français, russe et/ou portugais (l'une des langues de travail du PAM).

Compétences:

- Haut niveau avéré de diligence, de maturité, de responsabilité, d'intégrité et de déontologie, d'objectivité, d'impartialité et d'équité.
- Excellentes capacités de communication associées à de solides aptitudes relationnelles et à de bonnes compétences de représentation, y compris pour s'exprimer en public. Aptitude à formuler des messages clés et à faire passer des messages difficiles en faisant preuve de tact et d'intégrité.
- Aptitude avérée à diriger et à gérer des équipes diverses, multiculturelles et pluridisciplinaires composées de spécialistes de différents domaines, associée à de solides compétences en matière d'encadrement inclusif, de collaboration et de développement de l'esprit d'équipe et de la motivation.

- Jugement très sûr associé à une aptitude avérée à traiter de questions complexes et interdépendantes et à de solides compétences d'analyse et de résolution de problèmes pour trouver des solutions de nature à remédier aux causes profondes des difficultés.
- Vision stratégique permettant de piloter et d'orienter la réforme des activités de contrôle au PAM, capacité avérée à innover et à conceptualiser les questions complexes et à formuler des recommandations réalistes et concrètes afin de résoudre les problèmes.

Modalités et conditions

Dans le souci de garantir son indépendance, l'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle est nommé pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois, sans possibilité de recrutement ultérieur par le PAM à l'issue de ce ou de ces mandats.

Le PAM offre une rémunération intéressante (traitement et indemnités d'expatriation). Pour plus de détails concernant le régime commun des Nations Unies en matière de traitement, veuillez consulter la page web suivante: icsc.un.org.

Date limite prévue pour le dépôt des candidatures

Le dimanche 28 février 2021

Le PAM ne tolère aucune forme de discrimination et n'exerce donc aucune discrimination envers les personnes vivant avec le VIH ou le sida.

Les femmes possédant les qualifications requises et les ressortissants de pays en développement qualifiés sont encouragés à se porter candidats.

ANNEXE II

CURRICULUM VITAE

Fabienne Lambert

NATIONALITÉ

Française

FORMATION

Maîtrise en administration des affaires (MBA), avec mention (1995)

The Wharton School of Business, University of Pennsylvania (États-Unis d'Amérique), avec double spécialisation en finance et en gestion stratégique

Diplôme d'études supérieures commerciales et administratives (master) (1985), École supérieure de commerce (aujourd'hui Burgundy School of Business), Dijon (France), spécialisation en finance et comptabilité

CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Vérificatrice interne agréée

Experte agréée en lutte antifraude

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Maîtrise du français, de l'anglais et de l'allemand

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis mars 2012

New York (États-Unis d'Amérique)

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)**Directrice du Bureau des services d'audit et d'investigation (depuis 2014) – Directrice de la Division des services de contrôle interne (2012-2014)**

Supervision de la fonction d'audit interne; prestation de services d'assurance et de conseil; élaboration de l'opinion annuelle sur l'adéquation et l'efficacité du cadre de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle du FNUAP, sur la base des activités menées. En 2015, introduction de procédures d'audit à distance et de l'utilisation des mégadonnées.

Supervision de la fonction d'enquête, pour tous les types d'actes répréhensibles relatifs à des personnes ou entités travaillant sous contrat avec le FNUAP, partout dans le monde; collaboration étroite avec la direction sur les questions de l'exploitation et des atteintes sexuelles, du harcèlement sexuel et de la fraude.

Champ d'investigation couvrant plus de 165 sites dans le monde et un univers d'audit annuel de l'ordre de plus de 1,2 milliard de dollars É.-U (2020), dans des contextes d'aide au développement ou d'urgence humanitaire. Direction d'une équipe multinationale composée de 27 personnes (2021), en faisant appel à de nombreux consultants et cabinets professionnels; gestion d'un budget annuel (2021) d'un montant de plus de 8 millions de dollars.

Communication au Conseil d'administration (organe directeur), à la Directrice exécutive et au Comité consultatif de contrôle, de constatations et recommandations visant à renforcer les principes de responsabilité et de transparence et à améliorer la gestion à l'échelle du FNUAP, conformément à la politique en matière de contrôle interne approuvée par le Conseil d'administration ainsi qu'à la Charte du Bureau des services d'audit et d'investigation.

Communication avec le Comité consultatif de contrôle pour le tenir toujours informé des questions importantes, des changements apportés au plan de travail, des restrictions ou des contraintes, ainsi que de l'état d'avancement de l'application des recommandations du Bureau des services d'audit et d'investigation.

Interaction régulière avec les donateurs et les médias, y compris sur des questions sensibles telles que la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, par exemple.

En qualité de référente du Corps commun d'inspection (CCI) pour le FNUAP, interaction avec les inspecteurs du CCI et le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, autour des examens réalisés par le CCI; validation de l'état d'avancement de l'application des recommandations du CCI; élaboration des rapports du FNUAP au Conseil d'administration.

En qualité de Secrétaire du Comité consultatif de surveillance du FNUAP, appui fourni au Président aux fins de l'élaboration de l'ordre du jour des réunions; organisation de toutes les réunions; élaboration des projets de rapport de réunion et du rapport annuel du Comité; suivi de l'état d'avancement de l'application des recommandations du Comité.

Jusqu'en janvier 2014, exercice de la fonction d'évaluation (fonction distincte par décision du Conseil d'administration); échanges approfondis avec les États membres en vue de la révision de la politique d'évaluation alors en vigueur; mise en place du nouveau Bureau de l'évaluation, y compris l'élaboration du premier plan d'évaluation approuvé par le Conseil.

Les activités interinstitutions sont indiquées plus loin.

Janvier 2011 – mars 2012

Copenhague (Danemark)

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Directrice du Groupe de l'audit interne et des investigations

Pilotage des fonctions d'audit interne et d'investigation, y compris la prestation de services d'assurance et de conseil.

Champ d'investigation couvrant la totalité des activités menées par l'UNOPS dans le monde, dans des contextes de développement ou d'urgence humanitaire, et un univers d'audit annuel de l'ordre de 1,3 milliard de dollars (2011); encadrement d'une équipe internationale composée de neuf personnes, faisant appel à des cabinets professionnels et dotée d'un budget annuel d'un montant de 2,3 millions de dollars (2011).

Communication au Conseil d'administration (organe directeur) et au Directeur exécutif de constatations et recommandations visant à renforcer l'UNOPS et son modèle d'activité.

Les activités interinstitutions sont indiquées plus loin.

Juin 2003 – décembre 2010

Vienne (Autriche)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Directrice du Bureau des services de contrôle interne

Pilotage de la fonction d'audit interne et introduction de la méthode de vérification fondée sur les risques.

Mise en place et pilotage de la fonction d'investigation, y compris la réalisation d'enquêtes complexes et délicates.

Champ d'investigation couvrant la totalité des activités menées par l'ONUDI dans le monde et un univers d'audit biennal de l'ordre de 480 millions de dollars (2009-2010); encadrement d'une équipe multiculturelle de six personnes, dotée d'un budget annuel d'un montant de 650 000 EUR (2010).

Présentation des résultats au Directeur général de l'ONU/DI.

Référente du Corps commun d'inspection (CCI) pour l'ONU/DI (2006-2010); interaction avec les inspecteurs du CCI et le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, sur les examens réalisés par le CCI; validation de l'état d'avancement de l'application des recommandations du CCI; élaboration et présentation des rapports de l'ONU/DI à l'Organe directeur.

Les activités interinstitutions sont indiquées plus loin.

Août 1995 – novembre 2002

(basée à) Francfort (Allemagne)

Booz Allen Hamilton Inc. (BAH)

Membre principal/Mitglied der Geschäftsleitung, initialement Membre associé

Membre de l'équipe de direction de BAH, l'une des principales sociétés de conseil de gestion (à l'époque), pour l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche; rôle de premier plan dans la réorganisation des services administratifs de BAH dans le monde et dans l'intégration d'un cabinet partenaire scandinave à la société.

Activités menées dans de nombreux secteurs industriels, publics et privés, portant principalement sur les domaines fonctionnels suivants: gouvernance interne, architecture organisationnelle, systèmes de contrôle financier, services d'appui – y compris les services communs –, fusions et acquisitions et intégration après fusion.

Services de conseil aux clients, allant jusqu'à la mise en œuvre du plan d'action retenu, en passant par l'établissement d'un diagnostic et l'élaboration d'une stratégie et d'un cadre conceptuel.

Interaction avec la haute hiérarchie (P-DG et membres du Conseil d'administration) et les cadres de niveau intermédiaire, dans plusieurs régions et pays, partout dans le monde.

Pilotage, aussi bien en personne que virtuellement, d'équipes composées soit exclusivement de membres de BAH soit à la fois de membres de l'entreprise et de clients, de tailles diverses et rassemblant des personnes de toute provenance (parcours, secteur, nationalité, culture et autre).

Février 1991 – juillet 1993

Saint-Gall (Suisse)

LEICA A.G. Siège international

Comptable pour les projets spéciaux – Corporate Controlling Department

Activités d'investissement/désinvestissement: (par exemple) création d'entreprise; définition d'un nouveau système de planification des ressources internes; obligations administratives et financières liées à la liquidation d'une société.

Projets spéciaux: participation à de nombreux projets névralgiques, particulièrement importants pour le P-DG.

Comptabilité; consolidation des flux de trésorerie multidevises (14) et multi-unités (plus de 70) et données statistiques pour les états financiers du Groupe Leica; application de 15 principes comptables généralement reconnus.

Contrôle: mise en place du tout nouveau système comptable de Leica Holding et du premier système de notification régional; établissement du système de contrôle budgétaire pour les dépenses du siège, sur demande du P-DG.

Avril 1988 – janvier 1991

New York (États-Unis d'Amérique) et Mayence (Allemagne)

American Standard Inc.**Auditrice interne principale – Corporate Audit Department (Europe)**

Conduite d'audits opérationnels visant la plupart des 52 sites européens de la compagnie: production, détermination des coûts standard, gestion des stocks, achats, recherche-développement, technologies de l'information, fiches de salaire, ressources humaines, ventes, marketing.

Participation aux audits externes de fin d'année (réalisés par l'un des quatre grands cabinets d'audit), soit au sein de l'équipe des auditeurs externes, soit en travaillant en leur nom; application des principes comptables généralement reconnus des États-Unis d'Amérique et des principes comptables généralement reconnus locaux.

Septembre 1985 – mars 1988

Golbey / Épinal (France)

Trane Air Conditioning (à l'époque, branche de la compagnie American Standard Inc.). Analyste financière – Moyen-Orient-Afrique (EMA)

Responsable de la budgétisation, des prévisions, de l'analyse de variance et de l'évaluation des performances pour les sites de production, les bureaux de vente et les entreprises partenaires de la branche EMA; champ d'analyse couvrant des ventes globales de l'ordre de 250 millions de dollars.

Réalisation d'une estimation et d'un audit préalables à l'acquisition de cinq bureaux de vente en Europe, au sein d'une équipe de trois personnes (dirigée par le Conseiller juridique); et intégration après fusion.

Mise en œuvre finale du logiciel de comptabilité central, avec une équipe de trois personnes.

PUBLICATION

Getting Shared Services Right – Capturing the Promise (2000) Booz Allen Hamilton

Vinay Couto, Malcolm Dunn, Paul Hyde, Peter Kocourek, Fabienne Lambert

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS INTERINSTITUTIONS AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES**Audit interne****Représentants des services d'audit interne des entités des Nations Unies (UN-RIAS) et Réunion plénière des représentants des services d'audit interne (RIAS)****Depuis 2004**

Participation active aux réunions UN-RIAS et RIAS (réunions physiques ou virtuelles), aux activités des groupes de travail ainsi qu'à l'élaboration de notes d'information sur des sujets divers: (par exemple) univers d'audit commun et audits communs; échelles d'appréciation; communication des rapports d'audit interne; interactions entre audit et évaluation.

Coorganisatrice de la réunion annuelle UN-RIAS et de la réunion plénière RIAS de 2007; membre des comités de préparation des réunions annuelles UN-RIAS et RIAS (2007-2011; 2014-2018).

2007

Pilotage du groupe de travail interorganisations chargé de scinder l'entité UN-RIAS de la réunion plénière RIAS et de définir leurs modes de fonctionnement respectifs.

2007 – 2010

Membre (2007-2009), puis Présidente du Groupe chargé des opérations d'UN-RIAS (2010)

2013 – 2017

Vice-Présidente d'UN-RIAS, chargée des relations avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD)

2017 – 2018**2018 – 2019**

Présidente d'UN-RIAS

2014 – 2019

Conduite des négociations menées par UN-RIAS (et les Représentants des services d'enquête du système des Nations Unies [UN-RIS]), y compris avec les donateurs, concernant les sections relatives à l'audit et aux investigations des directives pour les programmes communs et les instruments juridiques applicables au financement par intermédiation adoptés par le GNUD (2013-2015); participation aux négociations menées avec les donateurs concernant la clause relative à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et le harcèlement sexuel dans les instruments juridiques révisés applicables au financement par intermédiation (2019).

Pilotage de l'élaboration et de l'adoption du cadre d'UN-RIAS pour les audits communs des activités menées conjointement au sein du système des Nations Unies (2014).

Participation à la mise en place du système de données des Nations Unies et du "cube de données" piloté par le GNUD (2016-2019).

Depuis 2019

Appui au groupe RIAS Women (groupe LinkedIn des auditrices opérant dans le secteur multilatéral).

Enquêtes**Représentants des services d'enquête du système des Nations Unies (UN-RIS) et Conférence des enquêteurs internationaux (CII)****Depuis 2006**

Participation active aux réunions de la CII et à l'élaboration de directives sur des sujets divers: (par exemple) "General principles for external reviews" (2014); jurisprudence du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (2007); interactions entre audit et enquête (plusieurs années).

Coorganisatrice de la réunion 2017 de la CII en collaboration avec le Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

2013

Participation à la création d'UN-RIS et à l'élaboration de sa Charte.

Depuis 2013

Participation active aux réunions d'UN-RIS (réunions physiques ou virtuelles); (par exemple) rapport du CCI sur la fraude.

Participation très active aux activités des groupes de travail sur l'exploitation et les atteintes sexuelles et sur le harcèlement sexuel; auprès du Comité permanent interorganisations; ainsi que dans le cadre de divers mécanismes interinstitutions des Nations Unies.

Depuis 2019

Appui au groupe CII Women (y compris le groupe LinkedIn des enquêtrices opérant dans le secteur multilatéral).

Évaluation**Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE)****2012 – 2013**

Participation aux réunions générales annuelles du GNUE ainsi qu'aux ateliers du Groupe sur les pratiques d'évaluation, avec une attention particulière à l'interface entre l'évaluation et l'audit.

2013

Coorganisatrice de la réunion de 2013 du GNUE, en collaboration avec les organisations basées à New York.

Participation à la mise en place du mécanisme indépendant d'évaluation de l'efficacité, de l'efficience et des résultats à l'échelle du système.

Corps commun d'inspection – Référente**Janvier 2006 – décembre 2010****Depuis mars 2012**

ONUDI

FNUAP

Examen global du dispositif de gouvernance et de contrôle à l'ONU et dans ses fonds, programmes et institutions spécialisées

(résolution A/RES/60/1 de l'Assemblée générale et documents A/60/883.Add.1 à 6)

2005 – 2006

Représentante de l'ONUDI au sein des différents groupes de travail dans le cadre de l'examen mené par le Comité directeur indépendant à la demande de l'Assemblée générale.